

Communication sécuritaire:

CONSOLIDER LA FORMATION ET PROMOUVOIR LE PARTENARIAT AVEC LES DIFFÉRENTS ACTEURS

Les participants aux travaux du séminaire national sur la Communication sécuritaire ont appelé, mercredi à Alger, à enrichir la formation en matière de Communication et à consolider le partenariat entre la Sûreté nationale, les médias et les représentants de la société civile pour la promotion de la communication sécuritaire.

Dans les recommandations sanctionnant cette rencontre, les participants ont mis en avant la nécessité d'enrichir le module de Communication dans le programme pédagogique annuel au profit des élèves policiers par des thématiques en lien avec le domaine de la Communication sécuritaire, de consolider le partenariat et coordonner les efforts avec tous les acteurs, notamment la société civile, en vue de renforcer la communication sécuritaire. Les participants ont également préconisé en outre "des sessions de formation au profit des responsables de la Communication au niveau national dans le domaine de l'informatique et la consolidation des compétences et techniques modernes en matière de Communication sécuritaire". Les recommandations ont, par ailleurs, mis l'accent sur



l'importance de généraliser ce type de rencontres dédiées à la Communication sécuritaire, tant au niveau régional que wilaya, en partenariat avec les différentes universités et en collaboration avec les acteurs outre la consoli-

ation des capacités des responsables en charge de la Communication au sein des corps de la police dans ce domaine". Le dernier jour du séminaire a été marqué par des interventions et conférences traitant des thématiques en lien avec le domaine de l'information et de la communication, dont la sensibilisation sécuritaire via les réseaux sociaux. Il a été question, lors de ce séminaire, des efforts consentis par la police pour la consolidation et l'appui de la sensibilisation sécuritaire à l'en-

droit des citoyens en vue de contrecarrer les différents fléaux sociaux. L'accent a été mis, à ce propos, sur les différents moyens mobilisés par la Sûreté nationale en matière d'utilisation d'internet et des réseaux sociaux (Facebook et Tweeter) pour sensibiliser les citoyens, notamment les élèves et les jeunes, contre l'émission de fléaux sociaux. Les différentes campagnes menées par la Cellule des relations publiques relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et leur rôle

dans la consolidation de la culture sécuritaire ont été également abordés lors de cette rencontre. A cet effet, la responsable de la Cellule de communication à la DGSN, Hind Akouche a mis en avant "la nécessité de mettre en place une feuille de route pour tracer une stratégie optimale en matière de Communication sécuritaire, en se conformant aux orientations données par le DGSN, le général-major Abdelghani Hamel à l'ouverture, mardi, du séminaire".

APS

Habitat

TEMMAR PRENDRA PART AUX TRAVAUX DU DIALOGUE DE HAUT NIVEAU SUR LES VILLES À STRASBOURG

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar prendra part, jeudi et vendredi prochains au siège du Parlement européen à Strasbourg (France) aux travaux du dialogue de haut niveau sur les villes, a indiqué, un communiqué du ministère. Organisé en préparation au Forum politique de haut niveau (FPHN), prévu du 9 au 18 juillet prochain à New York, ce dialogue intervient à l'invitation de la nouvelle direc-

trice exécutive du programme des Nations unies pour les établissements humains (PNEH) et le maire de la ville de Strasbourg, coprésident du bureau exécutif des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), ajoute la même source. Cette rencontre importante a pour objectif de réaliser la entre les objectifs internationaux et la mise en oeuvre du Nouvel agenda urbain (NAU) et les objectifs du développement durable,

notamment l'objectif N 11, en l'occurrence "la construction de villes sûres, inclusives et durables". Cette rencontre connaîtra la participation forte et diverse de plusieurs pays et la présentation des expériences des pays représentés afin d'enrichir les mesures prises par les Etats membres dans le cadre la problématique posée par le NAU pour une vision intégrée du développement durable des villes, ajoute la même source.

APS

SONELGAZ

INTERRUPTION DE L'ALIMENTATION EN GAZ À REGHAIA SUITE À UNE ATTEINTE À UNE CANALISATION DE DISTRIBUTION

Une coupure d'alimentation en gaz de quelque 200 clients a été enregistrée jeudi à Reghaia (Alger) à cause d'une atteinte à une canalisation de distribution, a indiqué un communiqué de la Direction de Distribution de l'électricité et du gaz (SDA) d'El Harrach. Une coupure d'alimentation en gaz de près de 200 clients a été enregistré jeudi à 2h00 à cause d'une atteinte à une canalisation de distribution au niveau des 334 logements à la commune de Reghaia, a indiqué le communiqué. Cette coupure a été provoquée par des travaux de la société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), a ajouté la même source. La SDA déplore, dans son communiqué, que ce genre d'atteinte sur ses ouvrages "est récurrent" et a même pris de l'ampleur par rapport aux années précédentes, causant un préjudice important pour la direction et ses clients. La SDA d'El Harrach met à la disposition de ses clients le numéro 3303 pour de plus amples informations 24/7, conclut la même source.

APS

Sonatrach

LÉGÈRE BAISSSE DES QUANTITÉS PÉTROLIÈRES EXPORTÉES AU 1^{er} TRIMESTRE 2018

P. 2

Transaction

Samedi 26 mai 2018
N° 3075 Prix : 10 DAwww.Transactionalgerie.com
www.Transactionalgerie.DZQuotidien national
d'information économique

D'ALGERIE

Coopération algéro-cubaine

LE MINISTRE CUBAIN DE LA SANTÉ SE FÉLICITE DU NIVEAU DU PARTENARIAT

P. 4

LFC 2018: tarifs des documents électroniques

LES PRÉCISIONS DU PREMIER MINISTÈRE



Le Premier ministre a apporté jeudi des précisions sur les nouveaux tarifs de délivrance des documents électroniques tels que prévus par l'avant-projet de Loi de finances complémentaire pour l'année 2018. "Des fuites organisées sur l'avant-projet de Loi de finances complémentaire pour l'année 2018 alimentent la spéculation et parfois même les fausses informations sur les nouveaux tarifs de délivrance des documents électroniques. Les précisions qui suivent sont destinées à éclairer l'opinion sur cette question", note le Premier ministre sur son site web.

P. 2

Le Projet de loi organique relative aux lois de Finances débattu à l'APN

CHANGEMENT PROFOND DANS LA GESTION DES DENIERS PUBLICS

P. 3

Communication sécuritaire

CONSOLIDER LA FORMATION ET PROMOUVOIR LE PARTENARIAT AVEC LES DIFFÉRENTS ACTEURS

P. 16

Sonatrach

LÉGÈRE BAISSSE DES QUANTITÉS PÉTROLIÈRES EXPORTÉES AU 1^{er} TRIMESTRE 2018

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a enregistré une baisse de 3% du volume (quantité) des exportations de pétrole au 1er trimestre 2018 par rapport au même trimestre 2017, a indiqué à Alger le Directeur exécutif stratégie, planification et économie auprès de Sonatrach, Farid Ghezali.

Par H. Bensalem

Ce volume est passé de 28 millions de tonnes équivalent pétrole (mtep) au 1er trimestre 2017 à 27,2 mtep au 1er trimestre 2018, a précisé M. Ghezali lors d'une conférence de presse sur le bilan trimestriel des activités de Sonatrach et sa stratégie de raffinage. Ce léger recul s'explique essentiellement par l'introduction de l'opération de processing à l'international qui consiste pour Sonatrach à louer les équipements d'un raffineur dans un autre pays pour procéder aux opérations de raffinage, permettant à la compagnie nationale à récupérer les carburants obtenus à un prix moins cher. Selon M. Ghezali, une quantité de 400.000 tonnes a été raffinée à l'extérieur durant les trois premiers mois de 2018, ce qui explique la baisse de la quantité exportée en pétrole. Concernant le chiffre d'affaires à l'exportation des hydrocarbures, le même responsable a fait savoir qu'il s'était établi à 9,8 milliards de dollars au 1er trimestre 2018 contre 8,4 milliards de dollars durant la même période de 2017, soit une hausse de 17%. Cette hausse du chiffre d'affaires à l'exportation a été induite par



l'augmentation des cours de pétrole de 15 dollars, en passant de 53 dollars à 68 dollars le baril, a-t-il relevé. Pour sa part, le Directeur exécutif finances auprès de Sonatrach, Mohamed Karoubi, a souligné que ce chiffre d'affaire aurait pu être plus important s'il n'y avait pas l'opération

de raffinage à l'étranger qui a permis de réduire les importations des carburants. Pour rappel, la facture d'importation des biens énergétiques et lubrifiants (carburants) a commencé à connaître une tendance à la baisse en s'établissant à 543 millions usd sur les 4 premiers mois de 2018

contre 613 millions usd à la même période de 2017 (-11,42%). En ce concerne le chiffre d'affaires réalisé par Sonatrach sur le marché national, M. Karoubi a indiqué qu'il avait été évalué à 82 milliards de dinars (mds DA) au 1er trimestre 2018 contre

77 mds DA sur la même période de l'année précédente, soit une hausse de 6%. Ainsi, Sonatrach a versé 754 mds DA au Trésor public au titre de la fiscalité pétrolière entre janvier et fin mars 2018, en évolution de 40% par rapport à la même période de 2017. Quant à la facture des importations des carburants, M. Karoubi a signalé que sur le mois de janvier 2018, elle était passée à six (6) mds DA contre 22 mds DA en janvier 2017, soit une baisse de 73%, grâce à l'introduction du processing. Par ailleurs, en termes de la production primaire totale, Sonatrach a réalisé 49,6 mtep de janvier à fin mars 2018 contre 50 mtep au premier trimestre 2017, soit une baisse de 1%. Cette baisse est due au respect de l'accord de réduction de la production de l'OPEP et à la conformité au programme de maintenance réglementaire des installations (un mois d'arrêt à Hassi Berkine), a expliqué M. Ghezali. S'agissant de la production du gaz naturel, elle a été de 34,6 milliards de m3 au 1er trimestre 2018 contre 34,4 milliards de m3 à la même période de 2017, soit une hausse de 1% entre les deux périodes de comparaison et de 103% par rapport aux objectifs fixés.

H. B.

LFC 2018: tarifs des documents électroniques

LES PRÉCISIONS DU PREMIER MINISTÈRE

Par Amine Meslem

Le Premier ministre a apporté jeudi des précisions sur les nouveaux tarifs de délivrance des documents électroniques tels que prévus par l'avant-projet de Loi de finances complémentaire pour l'année 2018. "Des fuites organisées sur l'avant-projet de Loi de finances complémentaire pour l'année 2018 alimentent la spéculation et parfois même les fausses informations sur les nouveaux tarifs de délivrance des documents électroniques. Les précisions qui suivent sont destinées à éclairer l'opinion sur cette question", note le Premier ministre sur son site web. "Les nouveaux tarifs appliqués aux documents électroniques reflètent

leur coût: l'établissement relevant du ministère de l'Intérieur qui les produit a fourni les prix de revient de chacun de ces documents, et c'est à partir de cela que les nouveaux tarifs de délivrance ont été fixés", explique la même source. Pour la carte nationale d'identité biométrique électronique, son coût est actuellement de 2.000 DA et elle sera délivrée pour 2.500 DA, avance le Premier ministre. Concernant le passeport biométrique électronique, son coût en vigueur est de 6.000 DA pour le modèle de 28 pages et sera délivré pour 10.000 DA, tandis que pour le modèle de 48 pages, son coût actuel est de 12.000 DA et sera délivré pour 50.000 DA, fait savoir le Premier ministre. "La production du passeport en procédure

d'urgence entraîne un coût plus élevé, soit 25.000 DA pour le passeport de 28 pages et 60.000 DA pour le passeport de 48 pages. Il en résulte un tarif de délivrance de 50.000 DA et de 150.000 DA selon le modèle", ajoute-t-il. Le coût de production du permis de conduire biométrique électronique est de 10.000 DA pièce, alors que celui de la carte d'immatriculation automobile est de 20.000 DA pièce. Par ailleurs, le Premier ministre considère que "les critiques sur l'attente au pouvoir d'achat des citoyens sont infondées". En effet, fait-il valoir, "la carte nationale d'identité, le passeport, le permis de conduire et la carte d'immatriculation sont tous des documents qui ont une durée de validité minimale de dix (10)

années". "Ramené à cette durée, le tarif de délivrance de chacun de ces documents devient modeste. Le passeport de 48 pages délivré en procédure d'urgence est un document destiné aux hommes d'affaires qui n'auront aucun problème à régler ce montant", relève-t-il. "Comme chacun le constatera, lorsque le projet de Loi de finances complémentaire 2018 sera rendu public, ce texte ne contient aucune taxe ni aucune augmentation sur des produits de large consommation, et ce, en dépit du fait que le pays connaît un important déficit budgétaire de 1.800 milliards DA qui n'est couvert que par les emprunts du Trésor auprès de la Banque d'Algérie", souligne le Premier ministre.

A. M.

PROGRAMME DE SAMEDI

TFI

06h30: TFou
08h10: Téléshopping samedi
10h30: Nos chers voisins
11h40: Petits plats en équilibre
11h45: L'affiche de la semaine
12h00: Les douze coups de midi
12h55: L'affiche du jour
13h30: Grands reportages
14h45: Reportages découverte
16h00: Sage-femme : au coeur du plus beau métier du monde
17h50: 50mn Inside
19h05: 50mn Inside
19h50: Les apprentis du goût
20h35: Du côté de chez vous
20h40: Tirage du Loto
20h50: Quotidien express
21h00: Le grand concours des animateurs
23h55: Les experts



10h00: Thé ou café
10h45: Motus
11h20: Les Z'amours
11h55: Tout le monde veut prendre sa place
12h44: Ma maison de A à Z
14h00: Tout compte fait
15h00: Roland-Garros : 30 ans d'émotion
15h50: Roland-Garros : 30 ans de direct
16h45: Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17h40: 5 anneaux d'or
18h40: N'oubliez pas les paroles
19h15: N'oubliez pas les paroles
20h43: Bien évidemment
20h45: Stade 2
20h50: Vestiaires
20h55: Les enfants de la télé
23h25: On n'est pas couché



08h10: Les lapins crétins : invasion
08h19: Samedi Ludo
08h20: Les lapins crétins : invasion
10h25: Sept nains et moi
10h42: En sortant de l'école
10h45: ConsoMag
10h50: On a la solution
11h30: Dans votre région
12h55: Les nouveaux nomades
13h20: Un livre toujours
13h30: Les grands du rire
15h15: Les carnets de Julie
16h15: Les carnets de Julie avec Thierry Marx
17h05: Expression directe
17h15: Trouvez l'intrus
17h55: Questions pour un super champion
20h00: Tout le sport
20h15: Ma maison de A à Z
20h30: Zorro
20h55: Mongeville
22h25: Mongeville

23h55: Soir 3

CANAL+

06h20: Silicon Valley
06h50: Paf le chien
07h00: Paf le chien
07h05: Mon chevalier et moi
07h15: Mon chevalier et moi
07h30: Les p'tits diables
07h40: Kaeloo
07h45: Gold
09h45: Versailles
10h40: Versailles
11h40: Album de la semaine
12h17: Cette semaine madame
12h20: Rencontres de cinéma
12h39: 21 cm de +
12h45: Le tube
13h40: Tchi tcha
14h40: Plateau formule 1
14h4: Formule 1
16h15: Avant-match
16h45: Racing 92 / Castres
19h15: La case en +
20h15: La semaine de Catherine et Liliane
20h24: Un entretien
20h30: Groland le zapoï
20h55: London House
22h20: Brimstone

arte

08h05: Sgt Pepper's Musical Revolution
09h05: 360°-GEO
09h45: 360°-GEO
11h00: Le bonheur est dans l'assiette
11h25: Un tour du monde à vol d'oiseau
12h55: Les îles de Sa Majesté
13h50: Les îles de Sa Majesté
14h40: Les îles de Sa Majesté
15h35: Les îles de Sa Majesté
16h30: Mystères d'archives
16h55: Mystères d'archives
17h25: Le gingko, un arbre aux multiples vertus
18h10: Cuisines des terroirs
18h35: Arte reportage
19h30: Le dessous des cartes
20h05: Vox pop
20h35: Karambolage
20h44: Tout est vrai (ou presque)
20h50: Volcans assoupis
22h20: Comment cloner un mammouth laineux ?
23h15: Streetphilosophy
23h40: Square idée



06h00: M6 Music
08h15: M6 boutique
10h35: Modern Family
11h10: Norbert, commis d'office
13h10: Scènes de ménages
14h30: Chasseurs d'appart'
20h25: Scènes de ménages
21h00: Hawaii 5-0
21h55: Hawaii 5-0
23h40: Hawaii 5-0

TFI 21h00: Le grand concours des animateurs



france 2 20h55: Les enfants de la télé



france 3 20h55: Mongeville



TRANSACTION D'ALGERIE

Quotidien d'information économique
Edité par l'EUURL SEDI
6, rue du Centenaire
Ruisseau ALGER

Tél.-Fax : 021 67 19 66
Tél.-Fax : 021 56 36 40
Capital social : 100 000 DA
RC : n° 04 B 96-4631
CPA : n° 126 400 135 451153
email : transactiondalgerie1@gmail.com

contact@transactiondalgerie.com
site: www.transactiondalgerie.fr

● DIRECTEUR FONDATEUR
DIRECTEUR DE PUBLICATION
Hamache Sid-Ahmed

Tél. Fax.: 021 60 96 63
IMPRESSION
SIA Alger
PUBLICITÉ
ANEP
1, avenue Pasteur, Alger.

FIAT 500C TWINAIR:

DÉCIBELS DE JOUR

Les petits cabriolets se font rares, mais Fiat ne renonce pas à sa 500 découvrable, devenue plus abordable qu'auparavant. Mais le bicylindre TwinAir n'est toujours pas le bloc idéal pour en profiter. Habitée à jouer les séductrices, Miss?500 s'est surtout attardée sur sa plastique lors de son toilettage, intervenu à l'été 2015. Sans négliger son intérieur, qui reçoit désormais un écran tactile, certes petit mais bien plus moderne et facile à apprivoiser que l'interface précédente. C'est même la première fois que l'italienne peut accueillir un système de navigation intégré (option) plutôt qu'un GPS amovible enfilé au sommet de sa planche de bord. Sur ce point, le progrès est indéniable. Sous son capot galbé, en revanche, il n'y a guère de changement. Le bicylindre TwinAir développe donc toujours 85?ch, comme à ses débuts, et il n'a pas vaincu ses vieux démons.

Un bicylindre toujours mal éduqué

Entre sa sonorité très pré-



sente lors des accélérations et ses vibrations importantes, impossible d'oublier l'architecture singulière de ce 900?cm³. Le quatre-cylindres 1.2 de 69?ch se révèle autrement plus doux et discret, tout en réclamant 1?300?Û de moins à équipement identique (prix août 2016). Quant à la consommation de ce menu

bicylindre très sophistiqué, elle n'est, là encore, pas à la hauteur des promesses de Fiat. En moyenne, cette version cabriolet exige 7?l/100?km, un chiffre quasiment similaire à celui de la berline, mais supérieur aux 6,5?l/100?km réclamés par une Renault Twingo TCe 90. Enclencher le mode Éco per-

met évidemment de descendre à 6,8?l/100?km, mais c'est au prix d'un couple abaissé de 145 à 100?Nm, ce qui pénalise dangereusement les relances?: passer de 80 à 120?km/h en 5e requiert 20 s de plus qu'en Normal. Une apathie inenvisageable en dehors des centres-villes. Ceci dit, cet environne-

ment est celui qui convient le mieux à cette découvrable, beaucoup plus bruyante que la déclinaison fermée sur route et autoroute?: son mince toit en toile n'offre pas la même protection acoustique qu'un pavillon en tôle, tandis que les épais montants fixes entament l'impression de rouler à ciel ouvert en position décapotée. Cependant, ce couvre-chef à ouverture électrique n'empiète ni sur le coffre ni sur les places arrière, et se monnaie moins cher depuis ce restylage subtil?: l'écart avec la 500 "classique" a été abaissé à 2?000?Û au lieu de 2?800?Û auparavant. Plus que jamais, cette transalpine figure donc parmi les cabriolets les plus accessibles du marché.

FICHES TECHNIQUES

- Appellation commerciale: Fiat 500C TwinAir 85 Lounge
- Moteur : 4-cylindres en ligne, Turbo, 8 S, 875 cm³
- Puissance: 85 ch
- Couple: 100 Nm
- Transmission: Avant
- Type de boîte: Manuelle

Kia Cee'd 1.0 T-GDI : En tenue de sport



■ ■ Avec un temps de retard sur ses concurrents européens, Kia cède aux sirènes du downsizing. Premier modèle à accueillir cet inédit petit moteur essence 1.0 turbo, la Cee'd veut nous faire croire qu'elle y gagne en caractère. Cette Kia Cee'd a de l'allure dans sa tenue GT-Line -?le second niveau de finition. Avec ses jantes alliage de 17 pouces, ses bas de caisses spécifiques, ses vitres surteint-

tées et son bouclier avant encadré de feux de jour qui ne dépareraient pas sur un "X-Wing" de Star Wars, elle n'a plus grand-chose d'une sage berline compacte. Du moins, c'est l'impression qu'elle donne tant que l'on n'a pas démarré. Autant le dire tout de suite, son 1.0 T-GDi n'a pas l'étoffe de ses rivaux estampillés Ford ou Volkswagen. Il lui manque la capacité à prendre rapidement ses tours et à

permettre ainsi une conduite enjouée. Un trois-cylindres souple et discret L'une des responsables de cette relative atonie se trouve sous votre main droite. Exagérément longue, la boîte impose de descendre un voire deux rapports pour assurer des dépassements rapides ou pour se relancer à la moindre montée. Dommage que sa commande imprécise rende cet exercice peu agréable. Les ingénieurs ont-ils raté leur coup avec ce trois cylindres?? En fait, si l'on oublie le look tapageur de la version GT-Line et que l'on mène cette Cee'd en bon père de famille, le 1.0 enchante par la souplesse qu'il procure (ses 170 Nm de couple sont disponibles de 1?500 à 4?000?tr/mn) et par sa discrétion à tous les régimes. Sur ces points, ce bloc marque de nets progrès par rapport au 1.6 GDi 135?ch qu'il remplace. La Cee'd évolue, par ailleurs, assez peu. Les ingénieurs chargés des liaisons au sol ont beau nous jurer avoir retravaillé le chapitre du confort, on retrouve toujours une automobile assez peu prévenante pour les vertèbres des passagers lorsque la route est en mauvais état. La tenue de route ne réserve aucune

mauvaise surprise mais la Cee'd reste assez pataude dans les enchaînements de courbe. Quant à la direction, elle manque toujours de consistance. Un rapport prix-équipement bien placé L'habitacle a été retouché avec autant de retenue. Seuls quelques inserts de chrome et la console centrale noir laqué permettent de distinguer cette Cee'd. Les plastiques de la planche de bord sont toujours sensibles aux rayures mais la qualité d'assemblage est honorable. Concernant son coût, la Cee'd joue sur du velours. Son tarif se situe dans la moyenne, mais son équipement est plus complet que celui de ses rivaux avec, notamment, le GPS à écran tactile, de série.

FICHES TECHNIQUES

- Appellation commerciale: Kia Cee'd 1.0 T-GDi 120 ch GT Line
- Moteur: 3-cylindres en ligne, Turbo, 12 S, 998 cm³
- Puissance: 120 ch
- Couple: 171 Nm
- Transmission: Avant
- Type de boîte: Manuelle

Le Projet de loi organique relative aux lois de Finances débattu à l'APN

CHANGEMENT PROFOND DANS LA GESTION DES DENIERS PUBLICS

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia a affirmé, hier à Alger, que le projet de loi organique relatif aux lois de Finances introduit un nouveau cadre de gestion des deniers publics qui consacre le principe de la gestion axée aux résultats, basé sur l'efficacité et les résultats enregistrés au vu des objectifs fixés.



Par Abdelkrim Salhi

Ce texte vise à réformer le cadre budgétaire et comptable et opérer un changement profond dans la gestion des deniers publics. Il assoit le principe du budget orienté vers les résultats à partir d'objectifs fixés au préalable et non en fonction de la nature des dépenses comme c'est le cas actuellement a précisé M. Raouia, dans une allocution lue en son nom par le ministre des Relations avec le Parlement, lors d'une plénière consacrée à l'examen du projet de loi organique relative aux lois de Finances. Pour le ministre, ce projet de loi organique vise la réforme de la gestion des deniers publics en recherchant l'efficacité et les résultats, à parfaire la présentation des lois de Finances en vue d'avoir une meilleure lisibilité et une plus grande transparence des éléments budgétaires et un contrôle parlementaire plus renforcé et à conférer la souplesse à la gestion financière. En dépit du maintien du principe d'annuité qui demeure "impératif" en matière de finances publiques, les programmes du gouvernement dépassent le cadre

annuel, en ce sens qu'il s'agit de l'exécution de sa politique publique", a-t-il révélé. Soulignant que cela implique d'exclure le principe d'annuité pour les dépenses d'investissement de programmes donnés, M. Raouia a fait savoir que le transfert induit ne dépasse pas les 5% de l'affectation initiale. Le principe de la gestion axée aux résultats est concrétisé à travers la mise en place de "portefeuilles de programmes" au profit des ministères et entreprises publiques qui se divisent, à leur tour, sous-programmes et actions à travers l'intégration des budgets de fonctionnement et d'investissement sous un seul compte. Les nomenclatures du budget seront, dans le nouveau cadre, réparties selon la fonction et la nature économique des dépenses et selon les hautes fonctions de l'Etat et suivant des unités administratives. Ainsi, les lois de Finances comporteront dans leur nouvelle configuration quatre (04) chapitres au lieu de deux, ce qui donnera "une meilleure transparence aux informations budgétaires", a précisé le ministre. Abordant les Comptes d'affectation spéciale (CAS), il a fait savoir

que ces derniers seront encadrés par l'obligation d'existence d'un lien direct entre les revenus affectés et les dépenses, ce qui mènera à la suppression d'un bon nombre de ces CAS. Par ailleurs, le projet de loi organique prévoit la possibilité d'ouvrir, dans les écrits comptables, un CAS pouvant contenir les valeurs supplémentaires des estimations des produits fiscaux des hydrocarbures."Cependant, l'utilisation des ressources de ce compte (Fonds de régulation des recettes) sera limitée à un taux fixe du Produit interne brut (PIB) à définir par la Loi des finances", a précisé M. Raouia. Le ministre des Finances a indiqué en outre que le projet soumis à l'APN apporte plusieurs nouvelles mesures dont la possibilité d'ouvrir des affectations financières par le gouvernement à travers des décrets antérieurs en cas d'urgence à condition que le montant cumulé ainsi ne dépasse pas le taux de 3% des affectations de la Loi de finances. Les amendements introduits doivent être soumis à l'approbation du Parlement dans le projet de loi de Finances rectificative suivant. Le texte prévoit également l'adaptation à un changement

dans les structures du gouvernement, entraînant un changement dans l'organisation des départements ministériels. En vertu de ce projet de loi, le gouvernement présentera devant le Parlement, avant la fin du premier trimestre de l'exercice, un rapport sur la stratégie pluriannuelle de toutes les administrations publiques, ce qui permettra de faire une évaluation globale du financement des politiques publiques. Ce rapport peut faire l'objet d'un débat à l'APN. Il est question, par ailleurs, de bannir, dans la loi de Finances, les dispositions "intruses", c'est-à-dire celles qui n'ont pas un caractère financier et fiscal. L'APN aura en outre à valider les comptes de l'Etat pour l'année considérée. Le nouveau texte de loi assoit le principe de soumettre les opérations de mise en oeuvre du budget de l'Etat au contrôle administratif, juridique et parlementaire suivant les conditions fixées par la nouvelle loi et les dispositions législatives y afférentes. La nouvelle loi, proposée au Parlement, entrera en vigueur en 2021 et sera appliquée graduellement à travers l'introduction, dans chaque exercice, d'un ensemble d'opérations et

de fonctions pour que les mécanismes d'équilibre par le programme et la gestion axée aux résultats atteignent leur niveau complet en 2023. Concernant la loi de règlement budgétaire, le ministre a ajouté que l'année de référence sera révisée pour passer à l'année qui précède la présentation de la loi de trois ans (A-3) à deux ans (A-2) pour les années 2023, 2024 et 2025 pour ainsi atteindre une seule année (A-1) à partir de 2026. Pour le ministre, ce projet de loi représente "un saut qualitatif" en matière de modernisation du système financier public et en consécration des dispositions de la nouvelle Constitution qui a introduit la loi relative aux lois de Finances dans le cadre de la loi organique."Il s'inscrit (projet de loi) dans le cadre de la poursuite des réformes politiques et économiques visant à assoir les bases de la bonne gouvernance", a souligné M. Raouia. Le nouveau texte annule la loi numéro 17-84 en vigueur qui, "ne répond plus aux exigences induites par les changements et développements qu'a connus notre pays au double plan politique et économique", a ajouté le ministre.

A. S.

Coopération algéro-cubaine

LE MINISTRE CUBAIN DE LA SANTÉ SE FÉLICITE DU NIVEAU DU PARTENARIAT

Le Vice-président de la République de Cuba et ministre de la Santé, Roberto Morales Ojeda, s'est félicité jeudi à Alger du niveau des relations et de la coopération algéro-cubaines dans le domaine de la santé, affichant sa volonté d'aller de l'avant pour son élargissement.

Dans une déclaration à la presse à l'issue d'un entretien avec le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, M. Morales Ojeda a salué la qualité des "relations historiques" qu'entretiennent les deux pays. "L'entretien a permis d'évaluer le travail accompli jusque-là par les deux pays en matière de développement de leur coopération dans le domaine de la santé, notamment en ce qui concerne les projets relatifs à l'ophtalmologie, le programme de la maternité et la santé infantile, l'urologie et l'oncologie", a-t-il indiqué, rappelant que 900 cubains sont présents en Algérie dans le cadre de cette coopération, tout en exprimant sa "satisfaction" des conditions dans lesquelles ils accomplissent leur mission. Le responsable cubain a ajouté, dans le même sens, que "l'élargissement de la coopération bilatérale algéro-cubaine devra porter en particulier sur le domaine sur l'industrie biomédicale et biopharmaceutique", précisant que les deux pays "comptent mettre en place des équipes techniques qui devront faire des proposi-



tions pour une coopération mutuellement bénéfique". Pour sa part, M. Hasbellaoui, évoquant le partenariat dans le domaine de la biotechnologie, a expliqué que ce point est actuellement à l'étude, affirmant que "les objectifs vont se fixer dans le cadre de la coopération algéro-cubaine". Il a précisé qu'il y aura des équipes techniques qui "vont discuter de ce qui pourra se faire dans un cadre de partenariat entre les entreprises nationales disposant du savoir-faire en matière de technologie pharmaceutique et les équipes cubaines", soulignant que les Cubains "ont

également le savoir-faire, notamment dans la biotechnologie, et possèdent des équipes techniques qui vont nous donner des conclusions sur les projets qui vont être

mis en place". Le Vice-président de la République de Cuba et ministre de la Santé effectuée, depuis mercredi, une visite officielle de cinq jours en Algérie, durant

laquelle il aura des entretiens avec des responsables algériens et visitera plusieurs infrastructures relevant du secteur de la santé.

R. N.

Ramadhan/solidarité

MME. EDDALIA PARTAGE UN IFTAR COLLECTIF AVEC LES PENSIONNAIRES DU CENTRE DE PERSONNES ÂGÉES À SIDI MOUSSA

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia a partagé mercredi soir le repas de l'Iftar avec les pensionnaires du centre de personnes âgées à Sidi Moussa (Alger).

Plus tôt dans la journée, Mme Eddalia, accompagnée du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a inspecté le restaurant d'Iftar des passants situé à la gare routière des Caroubiers, un autre au niveau de la station services (Mohammadia) outre le restaurant du Croissant rouge algérien à Dar El Beida. En marge du déjeuner, la ministre

a déclaré que cet Iftar a pour but de "créer une ambiance familiale aux pensionnaires du centre en ce mois sacré". Evoquant la solidarité durant le mois de ramadhan notamment les restaurants de la Rahma, Mme. Eddalia s'est félicitée de "l'accueil dans ces restaurants et de la qualité des repas servis ainsi que des conditions d'hygiène", souli-

gnant que "plusieurs restaurants de la Rahma disposent de médecins bénévoles pour contrôler la qualité des repas". Mettant en avant la participation en masse des citoyens dans ces initiatives de solidarité, la ministre a fait état de "230 restaurants de la Rahma au niveau de toutes les communes de la wilaya d'Alger".

APS

SNTF : Les 25, 26 et 27 mai

UNE PERTURBATION SERA ENREGISTRÉE AU NIVEAU DES TRAINS DE LA BANLIEUE ALGÉROISE OUEST

La société nationale des Transports ferroviaire (SNTF) informe sa clientèle qu'une éventuelle perturbation sera enregistrée au niveau des trains de la banlieue algéroise ouest, et ce, les 25, 26 et 27 mai en cours, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

A cet effet, les trains au départ d'El Affroun et de Zéralda seront limités à la gare d'Agha et ce, suite à des travaux de renouvellement de la voie ferrée qui seront entrepris entre la gare d'Agha

et celle d'Alger, a précisé la même source. Les voyageurs de la banlieue ouest désirant continuer vers la gare d'Alger peuvent continuer leur parcours par les trains de la banlieue Est au départ d'Agha,

conclut le communiqué. Pour tous renseignements complémentaires, la SNTF invite sa clientèle à se rapprocher des gares ferroviaires et consulter le site web de la société: www.sntf.dz.

APS

Travaux publics-industrie:

MM. ZAALANE ET YOUSFI ÉVALUENT LA COOPÉRATION ENTRE LES DEUX SECTEURS

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane et le ministre de l'Industrie et des mines, Youcef Yousfi ont coprésidé mercredi une réunion de coordination et d'évaluation de la coopération entre les deux secteurs, a indiqué un communiqué du ministère des Travaux publics et des Transports. La réunion à laquelle des cadres des deux ministères, des directeurs généraux et des chefs de groupes relevant aux deux secteurs ont pris part, a porté sur "l'évaluation des domaines de coopération et de coordination entre le secteur des Travaux publics et des Transports et celui de l'Industrie et des Mines, notamment les préparatifs liés au lancement du projet de l'exploitation du phosphate et le développement des industries pétrochimiques qui s'inscrit dans le cadre du programme du gouvernement", ajoute le communiqué. Les deux parties ont évoqué également la possibilité de renforcer le parc national de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) en matière de locomotives et de rames afin de couvrir les besoins de ce projet minier, précise la même source. La rencontre a permis de présenter les capacités et les besoins de chaque secteur en vue d'encourager et de développer le produit local à travers l'exploitation des moyens de réalisation nationaux en relation avec les deux secteurs.

APS

TROU D'AIR POUR LES ACTIONS, LE PÉTROLE BAISSÉ, LES PMI DÉÇOIENT

Les Bourses européennes sont en net repli mercredi à mi-séance et Wall Street devrait suivre, les marchés d'actions souffrant à la fois du repli des cours du pétrole, des interrogations sur le commerce international et du blocage persistant de la situation politique italienne.

À Paris, le CAC 40 perd 1,12% à 5.577,03 points vers 10h45 GMT et s'achemine vers sa plus mauvaise séance depuis deux mois. À Francfort, le Dax cède 1,47% et à Londres, le FTSE 100 recule de 0,74%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 est en baisse de 1,06%, l'EuroStoxx 50 de la zone euro de 1,27% et le Stoxx 600 de 0,97%, rompant ainsi avec la tendance haussière quasi linéaire qu'il suivait depuis début avril. Les contrats à terme signalent une ouverture de Wall Street en repli de plus de 0,7% pour le Dow Jones et le Standard & Poor's 500, de plus de 1% pour le Nasdaq Composite. Ce repli marqué, explique John Plassard, de Mirabaud Securities, s'opère "dans le sillage d'une accumulation d'interrogations d'ordre politique, monétaire, économique et géopolitique mais aussi d'une prise de bénéfice bienvenue, car le Dow Jones n'a pas réussi à tenir les 25.000 points plus d'un jour, ce qui aurait pu consolider sa base pour aller chercher les 26.000 points". En Europe, la baisse n'épargne que le secteur de l'alimentation et des boissons (+0,34%) alors qu'elle touche en premier lieu celui du pétrole et du gaz, qui cède 2,75% après avoir bondi de près de 20% en moins de deux mois. Royal Dutch Shell, Total et BP perdent entre 2,4% et 3% et TechnipFMC (-4,49%) est lanterne rouge du CAC.

LES MATIÈRES PREMIÈRES SOUFFRENT

L'explication de cette chute se trouve évidemment dans la baisse marquée des cours du brut: le Brent abandonne 0,87% et revient sous 79 dollars le baril tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate,



WTI) recule de 0,65% à 71,73 dollars. Selon plusieurs sources du secteur et au sein de l'Opep, l'organisation des pays exportateurs de pétrole pourrait décider d'augmenter sa production dès le mois prochain en raison des craintes d'approvisionnement liées au Venezuela et à l'Iran. A ce facteur s'ajoutent les doutes sur l'avancement des négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine après les déclarations, de Donald Trump sur son insatisfaction face à la tournure des pourparlers. Des propos qui tranche avec l'optimisme affiché auparavant par son secrétaire au Trésor,

Steven Mnuchin. Le cours du cuivre baisse de 2,24%, celui du nickel de 1,69%, celui de l'aluminium de 1,23%. Très logiquement, les valeurs minières souffrent à l'instar d'Anglo American (-4,79%) et Rio Tinto (-2,19%). Parmi les rares hausses marquées du jour, la banque Standard Chartered prend 1,27% après un article du Financial Times selon lequel Barclays (-1,04%) a étudié l'hypothèse d'un rapprochement, information démentie par plusieurs sources. Troisième sujet lançant de préoccupation pour les investisseurs en actions: l'absence de gouvernement

en Italie, près de trois mois après les élections législatives.

DOUTES SUR LA BCE ET LA BOE

Le président Sergio Mattarella n'a toujours pas rendu sa décision sur la nomination à la tête d'un gouvernement Ligue-Mouvement 5 étoiles (M5S) du juriste Giuseppe Conte, soupçonné d'avoir "embelli" son parcours universitaire. La Bourse de Milan abandonne 1,67%, au plus bas depuis le 5 avril, et l'écart de rendement entre les emprunts d'Etat à dix ans italien et allemand dépasse désormais 194 points de base, son plus haut niveau depuis près d'un an. Sur le marché des changes, l'euro cède 0,51% face au dollar à 1,1718 après un bref passage sous 1,17 pour la première fois depuis novembre, et 0,68% face au franc suisse à 1,1611 franc. Le passage à vide traversé par la monnaie unique est lié aux inquiétudes suscitées par l'Italie mais aussi par les chiffres inférieurs aux attentes des indices PMI "flash" dans la zone euro, qui traduisent un net ralentissement de la croissance de l'activité et ont provoqué un recul de la probabilité estimée d'une remontée des taux de la Banque centrale européenne (BCE) d'ici un an. Le dollar, lui, progresse de 0,3% face aux autres grandes devises alors que la livre sterling cède du terrain après le ralentissement inattendu de l'inflation britannique en avril, qui remet en cause, pour certains cambistes, le calendrier d'un relèvement des taux de la Banque d'Angleterre. Le marché des changes attend désormais la publication du compte rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale, prévue à 18h00 GMT.

Reuters

LES VALEURS À SUIVRE À WALL STREET

* LOWE'S

Le numéro deux des magasins de bricolage et d'aménagement de la maison aux Etats-Unis derrière Home Depot a fait état d'une hausse de 0,6%, inférieure aux attentes, de ses ventes à magasins comparables sur le trimestre clos le 4 mai.

* TARGET

L'action du groupe de grande distribution chute de 8,4% dans les transactions en avant-Bourse après la publication de ses résultats trimestriels, marqués entre autres par un bénéfice par action inférieur au consensus Thomson Reuters I/B/E/S et une marge brute en baisse sur un an.

* TIFFANY'S

A publié un chiffre d'affaires et un bénéfice par action supérieurs au consensus et annoncé un plan de rachats d'actions d'un milliard de dollars.

* HEWLETT PACKARD ENTERPRISE

A publié après la clôture un bénéfice trimestriel meilleur que prévu, soutenu par une solide

demande pour ses serveurs et ses produits de stockage, et a relevé ses prévisions pour l'ensemble de l'année.

* TESLA

A annoncé recruté le vice-président de l'ingénierie de SNAP, Stuart Bowers, au poste de vice-président de l'ingénierie, pour travailler sur son logiciel de pilotage automatique. Le titre a fini en baisse de 3,3%.

* Les valeurs BANCAIRES

Pourraient réagir à l'adoption mardi par la Chambre des représentants d'un projet de réforme de la loi Dodd-Frank qui assouplit les contraintes de solvabilité et l'encadrement du crédit notamment pour les banques de petite et de moyenne taille.

* INDEPENDENT BANK GROUP

A annoncé l'acquisition de GUARANTY BANK-CORP pour environ un milliard de dollars.

* URBAN OUTFITTERS

L'enseigne d'habillement a publié des résultats trimestriels supérieurs aux estimations des analystes financiers. Plusieurs analystes ont relevé leur objectif de cours.

* ACCENTURE

A annoncé le rachat de l'agence de marketing numérique chinoise Ho Communication pour un montant non précisé.

* CARA THERAPEUTICS

L'action de la société de biotechnologies grimpe de 25% dans les transactions en avant-Bourse en réaction à l'annonce d'un accord de licence avec Vifor Fresenius Medical Care Renal Pharma (VFMCRP).

* BORGWARNER, DELPHI TECHNOLOGIES -Morgan Stanley

Préfère l'équipementier automobile Borgwarner à son concurrent Delphi Technologies, en mettant en avant le positionnement, la valorisation et la croissance.

Reuters

IBM ANNONCE LA CRÉATION DE 1.800 EMPLOIS EN FRANCE

Le géant américain IBM a annoncé, à l'occasion du sommet "Tech for Good" organisé à l'Élysée, qu'il prévoyait de créer 1.800 emplois en France dans des domaines de pointe au cours des deux prochaines années tout en amplifiant son programme de formations. La PDG du groupe Ginni Rometty fait partie de la soixantaine de dirigeants d'entreprises, start-up et acteurs du numérique réunis ce mercredi par Emmanuel Macron autour d'un déjeuner pour réfléchir à l'impact des nouvelles technologies sur la société et à leur contribution au bien commun. Ginni Rometty, qui est l'une des rares femmes à diriger une grande entreprise de technologie, doit par ailleurs s'entretenir avec le président français dans la soirée. IBM prévoit de créer 1.800 emplois dans les domaines de l'intelligence artificielle, la "blockchain", le "cloud computing" et l'internet des objets. Au nombre de ces recrutements, 400 avaient déjà été annoncés à l'occasion du sommet sur l'intelligence artificielle organisé fin mars à Paris. IBM prévoit par ailleurs d'étendre ses programmes de formation, notamment via la création d'une IBM France Academy, basée à Paris, qui formera les employés d'IBM, des clients et des partenaires aux compétences requises à l'ère de l'intelligence artificielle.

Reuters



LA ZONE EURO A PEUT-ÊTRE MANGÉ SON PAIN BLANC

La croissance économique de la zone euro a ralenti bien plus que prévu en mai et si l'on ajoute à cela une inflation qui reste terne, la crainte est que la région ne retrouve plus son rythme d'expansion qui était encore dynamique tout récemment.



La BCE doit arrêter ses rachats d'actifs cette année et relever ses taux directeurs en 2019, selon une enquête Reuters de mois dernier, mais les responsables de la politique monétaire pourraient s'inquiéter de voir les pressions inflationnistes refluer alors que la croissance faiblit. Le ralentissement économique de la zone euro n'est pas inquiétant et ne devrait pas modifier le projet de la Banque centrale européenne (BCE) pour mettre fin aux achats d'actifs dans le courant de l'année, a déclaré au quotidien allemand Die Zeit, Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE. "À la fin de l'année dernière, j'ai dit que je ne m'attendais pas à ce que notre programme d'achat d'actifs ait besoin d'être prolongé de nouveau; je ne vois aucune raison de changer d'avis", a-t-il déclaré. Même si la croissance d'ensemble reste relativement forte, elle a ralenti à son rythme le plus bas depuis 20 mois en Allemagne, et le plus faible depuis un an et demi en France, suivant les dernières enquêtes d'IHS Markit. L'emploi a continué de progresser, là encore à un rythme inférieur à celui des derniers mois bien qu'encore soutenu. L'euro est tombé à un creux de six mois après les PMI allemands, faisant craindre que le ralentissement de la première économi-

que européenne ces derniers mois ait eu des répercussions plus importantes qu'on ne le pensait. L'indice composite PMI de la zone euro, considéré comme un baromètre fiable de la croissance, a reculé à 54,1 ce mois-ci, contre 55,1 en avril, alors que les économistes interrogés par Reuters tablaient en moyenne sur un repli moindre, à 55,0. Le seuil de 50,0 distingue croissance et contraction de l'activité. L'économie de la zone euro qui a superformé en 2017 et crû à un niveau record en fin d'année, tourne désormais au ralenti. Les indicateurs avancés inclus dans les PMI se sont également détériorés, suggérant l'absence de tout rebond dans l'immédiat. "La baisse de l'indice PMI de la zone euro en mai est une nouvelle fois liée en partie à des facteurs temporaires, mais la faiblesse persistante des enquêtes au deuxième trimestre est certainement préoccupante", a déclaré Jessica Hinds de Capital Economics, ajoutant que le repli des composantes avancées était quelque peu "préoccupant".

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DES NOUVEAUX CONTRATS

IHS Markit a indiqué qu'au regard des PMI la croissance du deuxième trimestre s'orientait vers un rythme de

0,4%, en retrait par rapport à un consensus Reuters qui donnait 0,6% le mois dernier. Avec la décélération de l'inflation dans la zone euro, revenue à 1,2% en avril, la composante des prix à la production de l'enquête PMI s'est repliée à 53,0 contre 53,4 en avril. Malgré les pressions à la baisse sur les prix, l'indice PMI des services est tombé à son plus bas depuis début 2017, à 53,9 contre 54,7, à comparer à un consensus de 54,6. Avec le ralentissement de la croissance des nouveaux contrats, l'optimisme est tombé à son plus bas en neuf mois, avec un sous-indice à 64,4 ce mois-ci contre 66,2 en avril. La déception a été la même dans le secteur manufacturier, avec un indice "flash" à un plus bas de 15 mois de 55,5 contre 56,2 en avril et un consensus à 56,0. Le sous-indice mesurant la production, qui entre dans le calcul du PMI composite, a reculé à un plus bas de 18 mois de 54,5 contre 56,2. Le sentiment s'est également détérioré dans le secteur manufacturier, avec un sous-indice de l'emploi à 55,5, à son plus faible niveau en neuf mois, contre 56,6 en avril. Mais la confiance des consommateurs est probablement restée stable ce mois-ci, la Commission européenne devant en donner ce mercredi une première estimation.

Reuters

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BLIDA
CONSERVATION DES FORETS DE BLIDA
NIF : 099509019191117

AVIS D'INFRUCTUOSITE

De l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales

N° 01/2018(Repeuplement sur 20 ha)

Conformément aux dispositions de l'article 40 du décret présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, La conservation des forêts de Blida déclare l'infructuosité de l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales n°01/2018 paru dans les quotidiens nationaux «TRANSACTION D'ALGERIE» et « WAKT EL DJAZAIR » le 26/02/2018, relatif à la réalisation des travaux de repeuplement sur 20 Ha contenus dans le lot 05 situé dans la commune de Bouinan(offres non éligible).

TRANSACTION D'ALGERIE

N° 3075/26-05-2018 ANEP N°815 531

DEMANDE EMPLOI

► JH présentable
Retraité.... Cadre Gestion
stocks avec diplôme
expérience +25 années d'
expérience professionnelle
..Gestion
Approvisionnements
Stocks/PR démarches
prospection.Mise en place
circuit distribution
magasins.

■ Tel 0799 09 32 96

■ email: gestocks06@yahoo.fr

Recrute 1 comptable, exp.
5 ans et plus, maîtrise PC
Paie,PC Compta + 1
gestionnaire des stocks +
1 gestionnaire du
personnel. Env. CV au :
021 27 84 76

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA
DAIRA DE MAGRA
COMMUNE DE MAGRA
NIF: 099716000280672

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément décret présidentiel n°15/247 notamment au 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public.

- En suit AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°: 04/2018

publie au journal -- EL MASAR EL ARABI le:19/04/2018 - ET Transaction d'Algérie le:21/04/2018.

CREUSEMENT ET ÉQUIPEMENT ET ÉLECTRIFICATION D'UN FORAGE AU NOUVEAU PÔLE D'HABITA - ROUTE EL MALEN - LOT DE CREUSEMENT

EL MALEN - LOT DE CREUSEMENT

- Et suite de la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres d'ouverture des plis du : 29/04/2018

- Et suite de la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres d'évaluation des offres du : 30/04/2018

LE P.APC DE LA COMMUNE DE MAGRA INFORMEL AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE SELON LE

TABLEAU SUIVANT :

LE P.APC DE LA COMMUNE DE MAGRA INFORMEL AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE SELON LE

TABLEAU SUIVANT :

LE P.APC DE LA COMMUNE DE MAGRA INFORMEL AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE SELON LE

TABLEAU SUIVANT :

N°	PROJET	DÉSIGNATION E.T.P	CARTE 'N FISCAL DE MANTRE DOFFRAGE	CARTE FISCAL DE 'N E.T.P	MONTANT	OBJV
01	CREUSEMENT ET ÉQUIPEMENT ET ÉLECTRIFICATION D'UN FORAGE AU NOUVEAU PÔLE D'HABITA - ROUTE EL MALEN - LOT DE CREUSEMENT	HADJI AHMED	099716000280672	197228110064629	12,746,905.15 DA	MOINS DESAINT

TOUT SOUSMISSIONNAIRE QUI CONTESTE CE CHOIX PEUT INTRODUIRE UN RECOURS AUPRÈS DE

L'ASSEMBLÉE POPULAIRE COMMUNALE DE MAGRA DANS LES 10 JOURS A COMPTER DE LA PUBLICATION DU

PRÉSENT AVIS ET CELA CONFORMÉMENT L'ACTE 82 AU DÉCRET PRÉSIDENTIEL N°15/247 NOTAMMENT AU

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

16/09/2015 PORTANTE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS ET DES DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC .

GUELMA REMISE DE PRÈS DE 6.000 TÊTES DE BÉTAIL À DE JEUNES ÉLEVEURS DES RÉGIONS RURALES

■ Un cheptel de 5.950 ovins, bovins et caprins a été attribué ces dernières années à des jeunes éleveurs et agriculteurs des régions rurales de la wilaya de Guelma, dans le cadre du programme financé par le Fonds national de développement rural, a-t-on appris auprès de la Direction de la conservation des forêts. Ce nombre "considérable" de têtes de bétail a été distribué au profit de 669 jeunes porteurs de projets dans différentes filières d'élevage et ce dans le cadre des opérations enregistrées en 2010, 2012 et 2013, a le chef de service de la protection de la faune et de la flore, Abdelghani Kerboua. Dix-neuf (19) jeunes agriculteurs ont bénéficié de ruches peuplées pour lancer leurs activités d'apiculture, a-t-il dit, détaillant que 15 ruches ont été attribuées par un jeune apiculteur. Le plus grand nombre de cheptel remis aux bénéficiaires est celui des ovins, a ajouté le même responsable, précisant que 498 éleveurs dans les zones rurales ont bénéficié de 5478 moutons, soit 10 brebis et un bélier par éleveur. Dans le cadre du même programme, 450 vaches de race locale ont été remises à 150 éleveurs, alors que vingt (20) chèvres et deux (2) boucs ont donnés à deux éleveurs de caprins. Les porteurs de projets bénéficiaires de ces programmes sont répartis sur 23 communes de la wilaya, selon M. Kerboua, soulignant que ce programme connaît "un engouement" de la part des habitants des zones rurales. Le programme, financé par le Fonds national de développement rural, permettra, de promouvoir les régions enclavées, de relancer des activités liées à l'agriculture et d'améliorer le niveau de vie des citoyens des ces localités.

APS

MILA VERS L'APPROVISIONNEMENT QUOTIDIEN EN EAU POTABLE DE 3 MECHTAS

■ La mise en service, dans les semaines à venir, du forage de la mechta d'El-Biar dans la commune de Benyahia Abderrahmane, située au sud de Mila, permettra un approvisionnement quotidien en eau potable de trois (3) mechtas de cette commune, selon les explications fournies au cours de la visite du wali Ahmouda Ahmed-Zineddine à cette collectivité locale. Ce forage, d'un débit de 5 litres/seconde, dont les travaux ont été en 2012, a été réalisé dans le cadre d'un plan sectoriel de développement (PSD), a fait savoir le directeur local des ressources en eau par intérim, Messaoud Lechehab, affirmant que ce débit était "suffisant" pour répondre aux besoins des 1.700 habitants de ces mechtas, habituellement alimentées en eau potable trois fois par semaine. Une enveloppe financière de l'ordre de 57,5 millions DA a été mobilisée pour la réalisation de ce projet, et 15,3 millions DA pour son équipement, a-t-il noté, détaillant qu'un montant de l'ordre de 2,3 millions DA a été alloué pour le raccordement "incessamment" du forage au réseau électrique. Afin de renforcer l'approvisionnement de ces trois mechtas depuis forage, la commune de Benyahia Abderrahmane a pris en charge la réalisation et l'équipement d'une station de pompage dont les travaux ont atteint 95%, a-t-on détaillé, soulignant qu'une fois le projet concrétisé, cette station alimentera les réservoirs des mechtas d'El-Biar, de Ghemériene et d'Ould Zayed. Selon les explications fournies, la réalisation de cette station de pompage, inscrite dans le cadre des projets communaux de développement (PCD) de l'année 2017, a nécessité un investissement de 12,8 millions DA. Le chef de l'exécutif local a insisté, lors de sa visite d'inspection du chantier de ce projet sur la nécessité de parachever les travaux dans les délais impartis dans l'objectif de renforcer l'approvisionnement en eau potable.

APS

Relation algéro-française APPEL POUR AMPLIFIER LES "DYNAMIQUES DE COOPÉRATION"

Les participants à une conférence-débat sur le développement de la coopération industrielle et technologique franco-algérienne, organisée à l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, ont unanimement appelé à amplifier les "dynamiques de coopération" entre les deux pays. La rencontre qui intervient à l'issue d'une deuxième visite de la délégation française en prévision de la préparation du séminaire sur la coopération industrielle et technologique algéro-française qui se tiendra en septembre prochain, a été l'occasion pour les deux parties de leurs objectifs. Plaidant pour la mise en place d'une stratégie de croissance industrielle locale dans le cadre de ce partenariat, Lakhdar Madjène du Forum des chefs d'entreprise (FCE) a indiqué que la wilaya de Tizi-Ouzou recèle d'énormes potentialités industrielles et humaines dans plusieurs domaines qui ont besoin d'être exploitées et accompagnées afin de leur offrir de meilleures conditions d'évolution et de développement de leur compétitivité". De son côté, le haut responsable à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne, Jean-Louis Levet, a indiqué que l'objectif de cette visite est de "voir comment nous pouvons ensemble, avec opérateurs de la wilaya de Tizi-Ouzou, amplifier les dynamiques de coopération dans le domaine économique, des relations universités-entreprises, dans quelques mois et dans la durée". "Nous avons besoin de comprendre les attentes et les besoins du tissu entrepreneurial de la wilaya, et nous allons continuer à coopérer avec les industriels de la wilaya de Tizi-Ouzou dans le cadre d'une stratégie gagnant-gagnant qui vise la création de richesses et d'emplois ainsi que le développement de relation d'égal à égal, comme cela a été le cas à Sétif et Oran", a-t-il ajouté. Lors des débats, plusieurs chefs d'entreprises, notamment des jeunes opérateurs, ont soulevé les contraintes, souvent logistiques commerciales, face auxquelles ils

se trouvent confrontés dans le développement de leurs entreprises et "l'absence de solutions à un niveau local". "J'ai acquis des machines de France pour le développement de mon entreprise, mais, à la première défection, il m'a fallu attendre des mois avant de recevoir la pièce de rechange, ce qui n'a pas manqué d'altérer mon entreprise sur tous les plans", a affirmé un jeune entrepreneur en électrotechnique qui a plaidé pour la création d'un "partenariat qui puisse répondre aux besoins des entreprises locales là où elles se trouvent". Lors de la première visite de la délégation française, en février dernier, un comité de pilotage a été créé avec un ensemble de structures d'intermédiation qui assure la relation avec le monde des entreprises et qui a pour mission d'identifier et d'accompagner les projets de en partant de la connaissance du tissu industriel de la wilaya. Une enquête touchant 120 entreprises au niveau de la wilaya a été lancée pour établir les différents domaines d'activités, les attentes et les projets qu'elles souhaitent développer avec les opérateurs français. Le rapport de ce comité qui sera remis en septembre prochain, permettra alors d'établir un plan d'action et de passer à la mise en oeuvre des projets de coopération retenus.

Les prix des différents produits de consommation sont "relativement stables"

Les prix des différents produits de consommation sont restés ? relativement stables » durant les cinq premiers jours de ce mois de ramadhan, apprend-on auprès de la Direction du commerce de la wilaya. "Les prix de la plupart des produits sont restés relativement stables par rapport à leurs prix d'avant ramadhan. Mis à part trois produits, la carotte, la courgette et l'oignon, qui avaient enregistré une certaine hausse deux jours avant le début de ramadhan, pour ensuite se stabiliser, également", indique Adjabi Kada, directeur de wilaya du commerce. Dans l'ensemble, a-t-il assuré, les services de la Direction du commerce "ont

enregistré une stagnation des prix de la plupart des produits" avec des fluctuations relatives concernant certains produits. "Pour la journée du 20 mai, par exemple, l'ensemble des prix sont restés stables, la carotte a augmenté de 30 DA et la pomme d'importation qui se vendait à 1000 DA le kilo a baissé de 250 DA" précise-t-il. Phénomène récurrent à chaque veille du mois sacré, la hausse des prix des produits de consommation est devenue un véritable casse-tête, et pour le citoyen et pour les autorités, à cause de "la cupidité de certaines personnes souvent étrangères au secteur du commerce et qui versent dans la spéculation", fait-il remarquer. A ce propos, et concernant les marchés informels qui voient le jour mois de ramadhan, le responsable affirme que ses services, en collaboration avec la sûreté de wilaya, ont procédé au démantèlement de plusieurs marchés du genre "Depuis le début de ce mois sacré, nous avons réussi à éradiquer quatre marchés informels de détail, l'un au centre-ville de Tizi-Ouzou, un à Azazga, un à Draâ-el-Mizan et un autre Draâ-ben-Khedda, ainsi que deux marchés de gros à Tadmaït et Thala Athmane", souligne-t-il. S'agissant des produits subventionnés par l'Etat et dont les prix sont réglementés, la même source assure qu'"aucune augmentation n'a enregistré à ce jour", reconnaissant, au passage, "quelques perturbations minimes dans la distribution au niveau de certaines localités". Enfin, et au sujet des contrôles sur le terrain, le responsable du commerce au niveau de la wilaya indique que "les contrôles sont quotidiens et les infractions existent, mais elles sont moindres en comparaison avec les années précédentes", ajoutant, à ce propos, que "ce sont souvent les jeunes, nouvellement venus au commerce, qui en sont les auteurs". Cette même frange de la population, soutient-il, est également "la même qui se rend coupable de changement d'activité durant ce mois sacré".

APS



SONY S'OFFRE EMI ET DEVIENT LE PREMIER ÉDITEUR DE MUSIQUE

Sony a annoncé mardi qu'il débourserait environ 2,3 milliards de dollars (1,95 milliard d'euros) pour prendre le contrôle d'EMI Music Publishing, devenant ainsi le premier éditeur de musique au monde pour profiter du renouveau du secteur à travers les services de streaming. Grâce à cette acquisition, la plus importante à ce jour menée par le nouveau directeur général de Sony, Kenichiro Yoshida, le groupe japonais va disposer d'un catalogue de plus de deux millions de chansons avec des artistes comme Kanye West, Sam Smith et Sia.

L'opération a pour but de tirer parti de la croissance rapide des services de musique en streaming comme Spotify et Apple Music, qui a permis au secteur de retrouver des couleurs après l'effondrement des ventes de disques. Elle répond également à l'objectif de Kenichiro Yoshida de stabiliser les flux de revenus d'un groupe désormais recentré sur les contenus dans le divertissement, les jeux vidéo et les capteurs d'images, au détriment de l'électronique grand public, un segment à faible marge. "Cet investissement dans des contenus liés à la propriété intellectuelle est une étape importante pour notre croissance à long terme", a souligné Kenichiro Yoshida lors d'une conférence de presse. EMI contrôle actuellement 15% du marché de

l'édition musicale, ce qui, combiné à l'actuel pôle ATV de Sony, fera du géant japonais le leader du secteur avec une part de marché de 26%, a déclaré un porte-parole du groupe. Universal Music Group, filiale du français Vivendi, et Warner Music Group sont les deux autres grands noms de l'édition musicale, sans que leur part de marché ne soit disponible dans l'immédiat. Dans le cadre de leur accord, Sony, qui détient déjà 30% d'EMI Music, portera sa part à 90% en rachetant la participation d'environ 60% de Mubadala Investment Company dans la maison de disques. "L'essor du streaming numérique dope aussi les revenus des redevances de compositeurs, permettant à Sony de tirer profit en tant que gestionnaire des droits d'auteur à la faveur des accords directs signés avec Spotify, Apple Music, Google Play, SoundCloud et YouTube", relève Damian Thong, analyste chez Macquarie.

NOUVELLES PRIORITÉS

Kenichiro Yoshida, qui a pris les rênes de Sony en avril, a déclaré que sa stratégie consistait à assurer une génération de trésorerie stable et à minimiser l'impact des cycles volatils des ventes de consoles de jeux et autres produits électroniques. Conformément à cette stratégie, Sony n'a fixé aucun objectif de bénéfice

d'exploitation pour l'ensemble du groupe à l'issue du nouveau plan d'entreprise sur trois ans présenté. Sony a déclaré vouloir générer au total un cash flow d'au moins 2.000 milliards de yens (15,3 milliards d'euros) au cours des trois prochaines années, soit 500 milliards de yens de plus que sur les trois dernières années. Les jeux et capteurs d'images devraient rester les principaux contributeurs aux bénéfices du groupe.

Sony anticipe pour sa division de semi-conducteurs, qui comprend notamment les capteurs d'image, un bénéfice d'exploitation de 160-200 milliards de yens sur l'exercice fiscal annuel clos en mars 2021, contre 100 milliards de yens prévus pour l'exercice en cours. Le groupe compte pour cela étendre le champ d'application de ses capteurs au-delà des smartphones en visant notamment l'automobile, a indiqué son directeur général. Le bénéfice d'exploitation de sa division de jeux vidéo et de services en ligne est cependant attendu en baisse à 130 milliards-170 milliards de yens (994 millions-1,3 milliard d'euros) à l'échéance 2021, contre 190 milliards prévus pour l'exercice en cours. À cette échéance, sa console de jeu PlayStation 4 (PS4) sera pratiquement en fin de cycle. L'action Sony a fini en repli de 1,97% à la Bourse de Tokyo.

Reuters

ZUCKERBERG S'EXPLIQUE DEVANT LES DÉPUTÉS EUROPÉENS

■ Mark Zuckerberg, directeur général de Facebook, répondra dans la journée aux questions des députés européens sur la manière dont les données de millions d'utilisateurs du réseau social sont tombées entre les mains d'un cabinet de conseil britannique. Son audition a lieu trois jours avant l'entrée en vigueur des nouvelles règles européennes en matière de protection des données. Les entreprises qui ne les respecteront pas seront passibles d'amendes allant jusqu'à 4% de leur chiffre d'affaires mondial. Facebook fait l'objet d'une attention particulière des deux côtés de l'Atlantique depuis les révélations de la mi-mars sur le détournement des données personnelles de 87 millions d'utilisateurs, dont 2,7 millions vivent dans l'UE, au profit de Cambridge Analytica, cabinet de conseil politique qui a notamment travaillé pour le compte de Donald Trump pendant la campagne présidentielle de 2016. Entendu en avril au Congrès américain, Mark Zuckerberg a présenté ses excuses, mais n'a pas dissipé toutes les interrogations au sujet de la politique de protection des données de son entreprise. Il doit rencontrer à 18h15 (16h15 GMT) le président du Parlement européen, Antonio Tajani, les présidents des groupes parlementaires et celui de la commission des libertés civiles, Claude Moraes. "Je crois profondément en ce que nous faisons et, quand nous aurons relevé ces défis, je sais qu'en regardant en arrière, nous verrons qu'aider à connecter les gens et à élargir leurs choix est une bonne chose ici, en Europe, et dans le monde", dira-t-il, selon les notes publiées au préalable. L'entrepreneur âgé de 33 ans a par ailleurs l'intention de s'excuser à nouveau de ne pas avoir "pris la pleine mesure" des responsabilités de son entreprise en ce qui concerne "les fausses nouvelles, les ingérences étrangères dans les élections ou la mauvaise utilisation des données personnelles par les développeurs". Son audition sera retransmise en direct sur internet. Elle devait au départ avoir lieu à huis clos, mais plusieurs députés et responsables européens s'y sont opposés. Le directeur général de Facebook et ses homologues de plusieurs grandes entreprises technologiques seront par ailleurs reçus mercredi à l'Élysée.

Reuters

Condition générales de banque

1-PARTICULIERS

A-LA BANQUE AU QUOTIDIEN	
Frais de gestion et de tenue de compte	
Ouverture de compte et délivrance de chèque	Gratuit
Ouverture de compte sur livret	Gratuit
Tenue de compte devises	Gratuit
Tenue de compte courant	450/trimestre
Tenue de compte CEDAC	600/trimestre
Procuration/mandataires	500
Clôture de compte	Gratuit
B-LES OPERATIONS EN ALGERIE	
1-les encaissements	
<i>opération de caisse et de portefeuille au crédit</i>	
Versement espèce dans l'agence domiciliataire (Titulaire ou Tiers)	Gratuit
Versement espèce effectué dans une autre agence Société Générale Algérie (Titulaire 1% ou Tiers)	0,1% (Min 1000, Max 10 000)
Virement reçu d'une autre agence Société Générale Algérie	Gratuit
Virement reçu autres banques	Gratuit
Virement reçu (CCP/ trésor public / trésor Wilaya)	Gratuit
Virement reçu ARTS	1 000
Encaissement de chèque tiré sur une autre banque	200
Encaissement de chèque sur l'étranger	4500 + Frais du correspondant
Encaissement de billet à ordre	Sur caisses: 120 Sur banque: 320
Remise de billet à ordre à l'encaissement	240 par billet à ordre
Remise de billet à ordre à l'escompte	450 par remise
2-Les règlements	
<i>Opérations de caisse et de portefeuille au débit</i> opération de virements	
Virement de compte à compte même agence	Gratuit
Virement ordonne en faveur d'un client d'une autre agence Société Générale Algérie	Gratuit
Virement ordonné en faveur d'un client d'une autre banque et CCP	220
Emission de virement ARTS	1000 jusqu'à 1 Million 1500 pour les montants supérieurs à 1 Million
Ouverture de dossier de virements permanents	Gratuit
Virements permanents même agence	Gratuit
Virements permanents autre agence	Gratuit
Virement devise ordonné sur autre banque par compensation	1100
Opérations sur chèques	
Emission de chèque de banque pour un client Société Générale Algérie	850
Emission de chèque de banque pour un non client Société Générale Algérie	1 500
Annulation de chèque de banque	800
Paiement de chèque à un tiers au guichet (retrait espèces)	Gratuit
Ouverture de dossier de rejet de chèque auprès de la centrale des impayés	3 000
Retour chèque impayé inter agence	Gratuit
Retour chèque impayé autre banque	300
Rejet chèque pour motif défaut de provision	1 250
Rejet de chèque pour autre motif (y compris lettre d'injonction)	600
Opposition sur chèque/ chèqueur	700
Autres	
Retraits espèces auprès de l'agence domiciliataire pour tout montant	Gratuit
Retraits espèces aux guichets d'une autre agence Société Générale Algérie	Jusqu'à 250 000 : 200 Au-delà : 350
Mise à disposition dans une autre agence Société Générale Algérie	1500
Allocation touristique	1 000
3-Autres services	
Virement reçu Western Union	Frais payés à l'envoi par l'expéditeur
Réception de virement par i-transfert	5 Euro (à la charge du récepteur)
4- Rémunération et gestion de trésorerie	
Dépôts, en devises	
Compte devise à vue et à terme (min 3 mois)	Taux fixé trimestriellement par la Banque d'Algérie
Dépôts en dinars	
Dépôts à terme et Bons de Caisse	Rémunération en fonction des conditions du marché*

*Les intérêts sont servis semestriellement et leurs taux sont progressifs par paliers de montants

Epargne Meftah	
Frais d'abonnement	Gratuit
Virement de compte à compte même agence	Gratuit
Virement ordonné en faveur d'un client d'une autre agence	Gratuit
Rémunération de l'épargne	
Compte Epargne Kenzi	2 % /An
Compte Epargne Kenzi +	Jusqu'à 20 Millions DZD : 1,75 % l'An > 20 Millions DZD et < 50 Millions DZD : 2,2 % l'An > 50 millions DZD : 2,8 % l'An
Compte Epargne Logement Rezki	
Compte Epargne Logement Rezki +	2%/An 2%/An (le montant des intérêts est doublé dans la limite de 1 million de DZD, si le compte est maintenu au min 5 ans)
Compte Epargne Etudes Meftah Najahi	
Autres services	
Opposition sur Bons de Caisse	5000/Bon
Remboursement anticipé des Bons de Caisse	Indemnisation de rupture : 1% de moins sur taux de la période courue
C- les opérations avec l'étranger	
Transfert devises vers l'étranger	0,25% sur le montant du transfert avec un min de 2 000 + 1 000 frais Swift
Rapatriements (tous type)	
Opérations de change manuel : marge appliquée sur le cours de la banque d'algerie	Gratuit 1% max pour les opérations de change sur EUR et USD 1,25 % max pour les opérations de change sur autres devises
D- LES PRETS	
Prêt Immobilier	
Frais de dossier	1% du montant du crédit (Min 9 990, Max 100 000)
Pénalité échange impayée	
	Taux contractuel + 2% de pénalité + 500 de frais
E-les services de banque a distance	
SG@NET	150/ mois
SOGELINE	55/mois
MESSAGI	99/mois
F-MOYENS DE PAIEMENT	
Carte de retrait TEM TEM	
Abonnement carte TEM TEM	150 / an
Re-fabrication carte TEM TEM en cours de validité	150
Réédition du code secret carte TEM TEM	160
Carte de paiement/retrait: CIB CLASSIC	
Abonnement carte CIB CLASSIC	350/ an
Re-fabrication carte CIB CLASSIC en cours de validité	300
Réédition du code secret carte CLASSIC	160
Carte de retrait PERLE	
Abonnement carte PERLE	350/ an
Re-fabrication carte PERLE en cours de validité	300/ an
Réédition du code secret carte PERLE	160
Carte de paiement / retrait CIB GOLD	
Abonnement carte CIB GOLO	550/an
Re-fabrication carte CIB GOLD en cours de validité	300
Réédition du code secret carte CIB GOLD	160
Opérations diverses sur carte	
Opposition sur carte	300
Résiliation de la carte à la demande du client	Gratuit
Contestation non justifiée des clients sur opérations de carte	1500
Retrait d'espèces sur distributeur Société Générale Algérie	20
Retrait d'espèces sur distributeur autre banque	25
Retrait entraînant le compte débiteur	500
Mise en exception négative	100
Levée d'exception négative	100
Consultation de solde	10 /Distributeur Société Générale Algérie
G. Frais divers	
Fax ou téléphone sur le territoire national	100 / page ou appel
Fax ou téléphone sur l'international	500
Photocopies	50 / feuille
Recherche de document (moins d'un an)	1000 /dossier
Recherche de document (plus d'un an)	3 000 /dossier
Duplicata (avis de débit, crédit...)	150/avis
Relevé de compte trimestriel envoyé par courrier	Gratuit
Relevé de compte supplémentaire retiré au guichet	250/ Relevé
Attestation (tous types)	2 500
Saisie Arrêt reçue	2 100
Avis à Tiers Détenteur	2 100
Frais d'authentification de signature	1500
Ouverture dossier succession	5 000

Aquaculture

INTÉRÊT GRANDISSANT D'INVESTISSEURS DANS LE SUD-EST DU PAYS

Les résultats jugés encourageants obtenus ces dernières années par la filière aquacole dans le Sud-est du pays ont incité les investisseurs à s'orienter de plus en plus vers cette région pour la concrétisation de leurs projets, a-t-on appris de la direction de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH) d'Ouargla. Coiffant les wilayas d'Ouargla, El-Oued, Ghardaïa, Illizi, Biskra et Tamanrasset, cette direction enregistre un bond qualitatif en matière de développement des activités aquacoles, avec la réception durant les trois dernières années de 60 dossiers de projets aquacoles. Parmi ces dossiers, qui font l'objet d'études, 22 ont été avancés par des promoteurs de la wilaya de Biskra pour le montage d'entités de développement de la pisciculture, de la crevette d'eau douce et d'algues telles que la Spiruline, sachant que 17 demandes ont obtenu l'aval pour l'attribution d'assiettes foncières, a signalé le DPRH d'Ouargla. Nadir Korichi a relevé, à ce titre, que 23 dossiers d'investissement dans l'aquaculture ont été déposés par des investisseurs et agriculteurs de wilaya d'El-Oued et font l'objet d'examen, en attendant la délimitation de zones d'activités aquacoles, en plus de deux dossiers d'investissement déposés dans la wilaya d'Ouargla. Avaliser une dizaine de projets du type par wilaya, parmi les

dépôts, permettra d'atteindre les objectifs assignés au titre de la stratégie du secteur et de promouvoir les activités aquacoles à moyen et long termes, a-t-il estimé. Plusieurs campagnes de sensibilisation sur l'intérêt du développement de l'aquaculture ont été menées en direction des agriculteurs et des investisseurs (DPRH) d'Ouargla. Coiffant les wilayas d'Ouargla, El-Oued, Ghardaïa, Illizi, Biskra et Tamanrasset, cette direction enregistre un bond qualitatif en matière de développement des activités aquacoles, avec la réception durant les trois dernières années de 60 dossiers de projets aquacoles. Parmi ces dossiers, qui font l'objet d'études, 22 ont été avancés par des promoteurs de la wilaya de Biskra pour le montage d'entités de développement de la pisciculture, de la crevette d'eau douce et d'algues telles que la Spiruline, sachant que 17 demandes ont obtenu l'aval pour l'attribution d'assiettes foncières, a signalé le DPRH d'Ouargla. Nadir Korichi a relevé, à ce titre, que 23 dossiers d'investissement dans l'aquaculture ont été déposés par des investisseurs et agriculteurs de wilaya d'El-Oued et font l'objet d'examen, en attendant la délimitation de zones d'activités aquacoles, en plus de deux dossiers d'investissement déposés dans la wilaya d'Ouargla. Avaliser une dizaine de projets du type par wilaya, parmi les

du Sud-est du pays a permis de franchir un nouveau pas et de dépasser la phase expérimentale pour aller vers la formation et les réalisations de grands investissements, dont l'élevage de poissons d'eau douce et de la crevette et le développement des algues, dont la spiruline, a souligné le DPRH d'Ouargla. Ces résultats, dont certains ont donné une production de 300 tonnes/an poissons, ouvrent de larges espoirs pour les futurs investisseurs pour développer ce créneau, renforcer la production, monter d'autres projets et générer des emplois. Selon Nadir Korichi, le programme du secteur table sur le passage de la phase expérimentale à celles de la formation, de la production et de la commercialisation du produit par le biais de mécanismes susceptibles de faciliter l'écoulement des productions de poissons, des crustacés et des algues auprès du consommateur qui demeure en quête d'ancrage de la de consommation de poissons. Une production de 700 kg de crevettes à pattes blanches avait été réalisée l'année dernière au niveau de la ferme aquacole de Hassi-Benabdallah (20 km Nord d'Ouargla), a rappelé M.Korichi. Cette quantité de crevette a été exploitée dans la vulgarisation agricole auprès des agriculteurs de al région, en attendant de trouver des mécanismes appropriés à même de faciliter l'opération de commercialisation.

APS

Aller vers la formation et les grands investissements

Le développement atteint par ce secteur au niveau des régions

Diversité biologique à Annaba

UNE STRATÉGIE ET UN PLAN DE TRAVAIL POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma-Zohra Zerouati, a affirmé à Annaba que l'Algérie adopte en matière de biodiversité "une stratégie et un plan de travail" à même de préserver ses ressources naturelles et de les exploiter rationnellement au service d'un développement économique et social durable. Présidant la cérémonie de célébration de la Journée internationale de la diversité biologique, la ministre a considéré que le pays veut par orientation "élever au plus haut niveau sa responsabilité pour réaliser les objectifs de la convention sur la

biodiversité", notamment ceux concernant la préservation des ressources naturelles et la valorisation de la biodiversité pour une économie verte. "Pour atteindre ces objectifs, il faut fixer des priorités et partager les responsabilités afin de relever les défis d'une exploitation rationnelle des ressources naturelles au service d'un développement durable équitable a indiqué Mme Zerouati dans son allocution donnée au palais de la culture Mohamed Boudiaf à l'occasion des 25 ans d'efforts en faveur de la protection de la biodiversité. Relevant que 44 % de la surface du pays compte environ

16.000 espèces végétales, la ministre a mis l'accent sur l'importance du soutien aux efforts de tous les partenaires y compris les initiatives de la société civile pour la protection et la préservation des écosystèmes. Fatma-Zohra Zerouati a ensuite remis à des femmes rurales des arrêtés d'attribution de 25 ruches d'apiculture et a présidé la distribution des prix aux lauréats du concours de la meilleure photographie sur la biodiversité de la région d'Edough, avant d'inspecter une place publique aménagée sur le front de mer de la ville de Sidi Salem et lancer première opération de tri sélectif des ordu-

MOSTAGANEM UNE ABONDANCE DE LA SARDINE AU PORT DE PÊCHE DE SALAMANDRE

La production de la sardine a dépassé, au port de Salamandre (Mostaganem), 45 tonnes, soit un record pour le mois de mai, sachant que le pic est enregistré souvent aux mois de juillet et août (une moyenne de production quotidienne de 40 tonnes), a-t-on appris du directeur de wilaya de la pêche et des halieutiques. Cette abondance, la première du genre depuis le début de la campagne de pêche le 1er mai, a contribué, selon Toufik Rahmani, à une baisse des prix de la sardine en gros et en détail. La caisse de 20 kilos a été cédée au port à 500 DA et le kilogramme dans les marchés à moins de 100 DA. Grâce à cette production record, 150 caisses (3 tonnes) ont été distribuées associations caritatives qui organisent des restaurants de la Rahma et de l'iftar, dont l'association promotion de la fille, "Irchad oua Islah", "Nour E Houda" et le Croissant-Rouge algérien (CRA). M. Rahmani a insisté sur l'engagement des concessionnaires au niveau des poissonneries à respecter les conditions d'hygiène, à déclarer réellement la quantité des prises et les prix, à ne pas jeter le surplus en mer ou ailleurs et à suivre des mesures légales en vigueur pour détruire produit périmé. Le président de l'association "Bahara", Mohamed Lahlou, a indiqué que les pêcheurs doivent respecter la taille marchande de la sardine, signalant que 80 % de la production est de petite taille et donc non conforme aux règles légales. M. Lahlou exhorte d'investir dans le domaine de la transformation et de la conservation de la sardine, signalant que la wilaya de Mostaganem ne dispose d'aucune usine ou unité de conservation de la sardine ou du thon. La production de la sardine a atteint, au littoral mostaganémois depuis le début de la campagne de la pêche le 1er mai courant, plus de 316 tonnes, soit le volume enregistré au mois de mai 2017. Il est prévu que la campagne de pêche de la sardine soit exceptionnelle cette année pour dépasser la production annuelle de plus de 4.500 t de l'année dernière.

APS

APS

Condition générales de banque

2-PROFESSIONNELS

A- LA BANQUE AU QUOTIDIEN	
Frais de gestion et de tenue de compte	Gratuit
Ouverture de compte et délivrance de chéquier	Gratuit
Commissions de mouvements de compte sur compte en dinars DZD	0,05 calculée sur le mouvement débiteur commercial enregistré sur le compte (Plafond : 12 000/ Trimestre)
Tenue de compte devises	Gratuit
Tenue de compte CEDAC	1000 Trimestre + 0,05 % calculé sur le mouvement débiteur commercial enregistré sur le compte (Plafond : 3500 / Trimestre)
Tenue de compte INR	2 000 / Trimestre
Arrêtés de compte (frais fixes)	250/mois
Procuration/mandataires	500
Clôture de compte	Gratuit

B- LES OPERATIONS EN ALGERIE

1- Les encaissements

Opérations de caisse et de portefeuille au crédit	
Versement espèce dans l'agence domiciliaire (Titulaire ou Tiers)	Gratuit
Versement espèce effectué dans une autre agence Société Générale Algérie (Titulaire ou Tiers)	0,1% (Min 1000, Max 10 000)
Virement reçu d'une autre agence Société Générale Algérie	Gratuit
Virement reçu autres banques	Gratuit
Virement reçu (CCP/ trésor public/ trésor Wilaya)	Gratuit
Virement reçu ARTS	Gratuit
Encaissement de chèque tiré sur les caisses Société Générale Algérie	Gratuit
Encaissement de chèque tiré sur une autre banque	220
Encaissement d'effets tirés sur les caisses Société Générale Algérie	300/effet
Encaissement d'effets sur autre banque	300/effet
Remise d'effets	300/effet

2- Les règlements

Opérations de caisse et de portefeuille au débit	
Opérations de virements	
Virement de compte à compte même agence	Gratuit
Virement ordonné en faveur d'un client d'une autre agence Société Générale Algérie	100
Virement ordonné en faveur d'un client d'une autre banque et CCP	220
Emission de virement ARTS	0,05% (Min 1500, Max 5 000)
Ouverture de dossier de virements permanents	1000 / Par ouverture de dossier
Virements multiples vers une autre banque ou CCP	20/ bénéficiaire
Forfait sur opération de virements multiples	500
Virement devise ordonné sur autre banque par compensation	1 100
Vir Express	300

Opérations sur chèques	
Emission de chèque de banque pour un client Société Générale Algérie	850
Emission de chèque de banque pour un non client Société Générale Algérie	1500
Annulation de chèque de banque	800
Ouverture de dossier de rejet de chèque auprès de la centrale des impayés	3 000
Retour chèque impayé inter agence	Gratuit
Retour chèque impayé autre banque	Gratuit
Rejet chèque pour motif défaut de provision	1 250
Rejet de chèque pour autre motif (y compris lettre d'injonction)	600
Opposition sur chèque/ chéquier	1200 / Opposition

Autres	
Retraits espèces auprès de l'agence domiciliaire pour tout montant	Gratuit
Retraits espèces aux guichets d'une autre agence Société Générale Algérie	Gratuit
Mise à disposition dans une autre agence Société Générale Algérie	1500
Effet remis à l'escompte par client Société Générale Algérie retourné impayé	2200
Effet émis par client Société Générale Algérie retourné impayé	2200
Effet remis à l'encaissement par client Société Générale Algérie retourné impayé	1200
Allocation en devises pour missions professionnelles à l'étranger	5000 / An pour constitution du dossier + 1000 par personne

3- Rémunération et gestion de trésorerie	
Dépôts en devises	
Compte devise à vue et à terme (min 3 mois)	Taux fixé trimestriellement par la Banque d'Algérie
Dépôts en dinars	
Dépôts à terme et Bons de Caisse	Rémunération en fonction des conditions du marché*

Les intérêts sont servis semestriellement et leurs taux sont progressifs par paliers de montants

Autres services	
Opposition sur Bons de Caisse	5 000 / Bon
Remboursement anticipé des Bons de Caisse	Indemnisation de rupture : 1% de moins sur taux de la période courue

C- Les opérations avec l'étranger

1- Commissions diverses

Domiciliation Import Marchandises	3 00
Domiciliation Import Services	3 000
Domiciliation Export	3 300
Annulation Domiciliation	Gratuit
Transfert en exécution de tous types de règlements (y compris transfert de dividende) et opération de change commercial	0,25% avec min 2500 DZD + 2500 DZD de frais de Swift + 0,10% sur le montant du transfert (Commission due réglementairement à la BA, taux actuellement en vigueur)
Rapatriement en exécution de tous types de règlements	2000
Commission sur rapatriement de fonds - Opérations courantes et non courantes	1% Max, pour les opérations de change sur Euro et USD 1,25% Max. pour les opérations de change sur autres devises
Encaissement de chèque sur l'étranger	1500 + frais de courrier

2. Crédit documentaire

Import	
Ouverture d'un crédit documentaire	3000 + 2500 frais de Swift
Modification ou annulation	3000
Engagement CREDOC à vue ou avec différé de règlement	0,25% par trimestre mobile indivisible sur le montant provisionné avec min 2500 0,65% par trimestre mobile indivisible sur le montant non provisionné avec min 2500
Levée de document si conforme	Gratuit
Frais de correspondant	Selon les conditions du correspondant
Rémunération de la provision sur crédit documentaire	Selon les conditions réglementaires
Export	
Confirmation	Taux négocié selon risques pays et banque (min 8 500/Trim.)
Notification de l'ouverture	5 000
Modification ou annulation	5000 + 4 500 frais Swift
Annulation d'un crédit documentaire confirmé	6000 + 4 500 frais Swift
Examen et envoi des documents	5 000

Condition générales de banque

2-PROFESSIONNELS

3. Remise documentaire	
Import	
Ouverture d'une remise documentaire	Gratuit
Commission d'acceptation	3000
Modification /Annulation	Gratuit
Export	
Ouverture d'une remise documentaire	5 000
Modification	5 500
Annulation	2 500
Envoi de documents à la banque du tiré	0,1% (min. 1000) + frais de courrier
Avis de sort	3000 + 4500 de frais de swift

4- Garanties internationales - Émission d'une garantie ou d'une Standby

Lettre de crédit	
	0,25% par trimestre mobile indivisible sur le montant provisionné avec min 2500
	0,65% par trimestre mobile indivisible sur le montant non provisionné avec min 2500
Frais de réémission d'une garantie contre garantie par une banque étrangère de premier ordre	Selon risque de contrepartie

D- Opérations de financement

Etude de réactualisation des dossiers administratifs et financiers hors dossier financement structuré	1% (Min 20 000, Max 150 000)
Introduction d'une Demande de Concours Ponctuels -DCP	1% (Min 5 000, Max 50 000)
Prise de garantie	Gratuit
Crédit Moyen Terme	Taux de base Société Générale Algérie + Marge
Financement leasing	Simulation de gré à gré selon montant et durée
Découvert autorisé	Taux de base Société Générale Algérie + Marge
Crédit Spot (mobilisable par tirage billets à 90 jours max)	De gré à gré (selon montant/ durée)
Intérêts débiteurs sur compte (non autorisé)	Taux de base Société Générale Algérie + 5%
Frais sur dépassement solde	325 / Opération Max 1 625 /Jour
Escompte sur traite	Taux de base Société Générale Algérie + Marge
*Le nombre de jours calculé pour l'escompte est égal au nombre de jours	
Avance sur facture ou sur marché (Max 90 jours)	Taux de base Société Générale Algérie + Marge + 3 000 par avance pour Cash Pharm: Taux de base Société Générale Algérie+ Marge + 1000 par avance
Actes préétablis sur cautions	4 000
Actes établis par Société Générale Algérie sur cautions	6 500
Avals	3 500
Caution / aval provisionnée à 100%	1% par an /perçu par trimestre civil indivisible (min 2 500)
Caution / aval provisionnée partiellement	2% par an/perçu par trimestre civil indivisible (min de 2 500)
Caution / Aval non provisionnée	4% par an/perçu par trimestre civil indivisible (min de 2 500)
Gestion d'un compte capital	15 000
Autorisation de crédit consenti (tout type d'engagement)	Gratuit
Non-utilisation du crédit consenti (tout type d'engagement)	Gratuit
Pénalité échéances impayée	Crédit à moyen terme : Taux contractuel + 5% + 5 000 de frais Avances sur factures et crédit Spot : Taux contractuel + 2% + 5 000 de frais
Dossier simplifié (prou. A 100%)	0,1% (Min 15 000, Max 100 000)

E. Les services de Banque à distance	
SG@NET	750/Mois
SOGLINE PRO	185/Mois
Messagi PRO	270/mois
Messagi PRO Swift	240 / Mois
F- Monétique	
Installation du Terminal de Paiement Electronique "TPE"	Gratuit
Location du TPE	1500 Mois
Location du TPE GPRS	2 300 Mois
Frais de transaction	-montant de la transaction <2000 :2 -montant de la transaction >2000: 6
G. Frais divers	
Fax ou téléphone sur le territoire national	100/Page ou appel
Fax ou téléphone sur l'international	500/Page ou appel
Photocopies	50 / Feuille
Recherche de document (moins d'un an)	1000/Dossier
Recherche de document (plus d'un an)	3 000/Dossier
Duplicata (avis de débit, crédit...)	150 / avis
Duplicata de document d'immatriculation Leasing	2 000 / demande
Relevé de compte trimestriel envoyé par courrier	Gratuit
Relevé de compte supplémentaire retiré au guichet	200/ relevé
Location d'une boîte à courrier	2 500 / An
Attestation tout type (sauf attestation de solvabilité)	2 500
Attestation de solvabilité	20 000
Saisie Arrêt reçue	5 500
Avis à Tiers Détenteur	5 500
Dossier introduit par Société Générale Algérie auprès de la Banque d'Algérie pour le compte du client	Selon la nature et la complexité du dossier (Min 10 000)

COURS* D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN CONTRE LES PRINCIPALES DEVICES ET MONNAIES SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE DES CHANGES

Cours : 17 MAI 2018
Valeur : 21 MAI 2018

DEVICES	MONNAIES	COURS	
		ACHAT	VENTE
US DOLLAR	1 USD	116.0235	116.0385
EURO	1 EUR	137.0586	137.0879
BRITISH POUND	1 GBP	156.8097	156.8512
JAPANESE YEN	100 JPY	104.8658	104.9078
OFFSHORE YUAN	1 CNH	18.2487	18.2531
SWISS FRANC	100 CHF	11596.5517	11599.2103
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	90.8705	90.9179
DANISH KRONE	100 DKK	1840.0948	1840.6247
SWEDISH KRONE	100 SEK	1333.4042	1334.1899
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1434.4432	1435.5160
UAE DIRHAM	1 AED	31.5839	31.5940
SAUDI RIYAL	1 SAR	30.9371	30.9419
KUWAITI DINAR	1 KWD	384.0566	384.2334
TUNISIAN DINAR	1 TND	45.8812	46.3423
MOROCCAN DIRHAM	1 MAD	12.2905	12.2921
LIBYAN DINAR	1 LYD	85.2800	85.7132
MAURITANIAN OUGUYA	1 MRO	0.3969	0.4009
SPEC.DRA.RIGHTS	1 SDR	165.0157	165.0157

* NB : - Le tableau reprend les cours commerciaux (monnaies en compte).
Ces cours ne s'appliquent pas au change manuel (billets de banque et chèques de voyage).

Source banque d'algerie